

Tristan Leoni

Abolir la police ?



2020



« Où sont nos repères ? », Floride juin 2020.

Abolir la police ?

« En raison des émeutes généralisées, il s'est produit en une semaine plus de discrédit et de limitation du pouvoir de la police que pendant de nombreuses décennies d'activisme »

Shemon et Arturo, juin 2020¹

La mort de George Floyd, le 25 mai 2020 à Minneapolis, déclenche une flambée de violence à travers les États-Unis qui, dans un premier temps, se traduit par des attaques contre les forces de l'ordre et leurs locaux, des incendies, des émeutes nocturnes et des pillages de magasins. Pour les manifestants – essentiellement des prolétaires à la couleur de peau variée issus des quartiers pauvres des villes –, les violences et le racisme de la police semblent un prétexte pour exprimer une colère plus profonde – à noter que les commerces sont pris pour cibles quelle que soit, là encore, la couleur de peau de leur propriétaire. Mais la répression policière et judiciaire est sévère et efficace. Après

quelques jours, un second type de mobilisation se fait jour et tend à remplacer la première, celle de manifestants surtout issus des classes moyennes noire et blanche avec parmi eux, et les encadrants, de très nombreux militants d'organisations et d'associations citoyennes, de gauche et d'extrême gauche, en particulier celles se revendiquant peu ou prou du mouvement Black Lives Matter (BLM²) ; les modes d'action changent : manifestations de jour, déboulonnages de statues, tentatives d'occupation d'espaces publics (à la mode Occupy et Nuit Debout), et non-violence généralement brandie comme étendard³. L'ennemi est clairement désigné, le racisme ; et son principal vecteur identifié, la police.

RÉFORMER LA POLICE

Tout le monde semble d'accord sur ce constat, y compris des policiers blancs que l'on voit communier, main dans la main avec des manifestants noirs, dans la dénonciation du racisme, de la violence et de la haine... Mais ce n'est pas suffisant. La police américaine, l'une des plus violentes au monde dans un pays qui l'est tout autant, n'échappe pas à la critique. Car rien n'y fait, ni les stages de prévention aux discriminations, ni le yoga, ni un recrutement accru parmi les minorités : la police de Minneapolis, pour ne citer qu'elle, a tout essayé et pourtant elle continue de tuer beaucoup de Noirs et, quasi exclusivement, des pauvres.

Avec le mouvement de 2020, l'exigence de nouvelles réformes visant à rendre les policiers exempts de racisme, de sexisme ou de LGBTQI+phobie devient en quelques semaines un lieu commun pour les militants, les politiciens démocrates (et certains républicains), les religieux, les grandes entreprises, les manifestants, les artistes, les médias ou encore le candidat démocrate à la présidentielle, Joe Biden, qui met à plusieurs reprises un genou à terre en signe d'adhésion à ce programme ; mais rien ne permet de dire si la majorité de la population états-unienne en est convaincue.

Les initiatives foisonnent sur les réseaux sociaux, comme la campagne *8 Can't Wait*, proposant huit réformes urgentes pour réduire de 72 % les violences policières (interdiction de certaines pratiques policières, formation aux techniques de désescalade, durcissement

des procédures disciplinaires internes, caméras-piétons, etc.).

OU BIEN L'ABOLIR ?

C'est pourtant loin d'être suffisant pour certains, notamment pour des militants d'extrême gauche qui appellent tout bonnement à « démanteler la police » (*abolish the police*). Un groupe qui se présente comme l'un des plus radicaux, composé de féministes noires abolitionnistes, et qui a lancé la campagne *#8toabolition* (huit revendications pour abolir la police), explique croire « *en un monde où il n'y a aucun meurtre policier parce qu'il n'y a aucun policier* ». Il suffisait en effet d'y penser !

Limitée à quelques petits cercles militants et universitaires au début des années 2000 (en lien avec la dénonciation du système pénal et en particulier du complexe carcéro-industriel), l'idée d'abolition de la police se popularise après la mort de George Floyd, mais se transforme vite en un slogan *a priori* moins clivant : *Defund the police* (« définancer la police »). La bascule a sans doute lieu en juin, avec une information qui, à première vue, paraît hallucinante : les membres du conseil municipal de Minneapolis (une cité de 500 000 habitants, soit l'équivalent de Lyon) votent le démantèlement de la police de la ville⁴ ! D'autres suivent timidement l'exemple, comme la maire afro-américaine et démocrate de San Francisco, qui annonce qu'une partie du budget de la police va être réorientée vers la « communauté noire » de la ville (« communauté » toujours plus réduite au fil des années du fait d'une gentrification

particulièrement féroce).

Faisant florès sur les réseaux sociaux, dans les médias et sur les pancartes, l'expression « *defund the police* » a l'avantage de connaître un riche continuum interprétatif depuis les militantes féministes queer afro-américaines abolitionnistes (du système pénal) jusqu'aux dirigeants du Parti démocrate. Pour l'une des cofondatrices de BLM, Alicia Garza, cela signifie « *revoir les priorités* » de la société ; pour d'autres, c'est une étape vers le concept assez flou de *révolution*, synonyme, pour eux, d'évolution vers une société différente. Mais l'avantage du terme *defund* est aussi son caractère plus rassurant que celui d'*abolish*.

POUR DES COMMUNAUTÉS PLUS FORTES

En effet, l'idée d'en finir avec la police est généralement présentée comme un projet très concret, mais long et complexe. Les militants, y compris les radicaux, se veulent en général rassurants, expliquant que cela n'a rien à voir avec une fermeture immédiate des commissariats ou un licenciement abrupt des fonctionnaires, mais qu'il s'agit de la progressive mise en place de mesures visant à « *réduire l'échelle, la portée, le pouvoir, l'autorité et la légitimité des institutions criminalisant* » (#8toabolition). Le projet est fréquemment résumé en trois mots d'ordre : *disempower*, *disarm*, *disband*, soit « affaiblir », « désarmer » et « dissoudre ». Tout se joue en fait avec le *disempowerment*, la « perte de pouvoir, de puissance », qui a lui-même deux dimensions :

En premier lieu, un affaiblissement de la police par diverses actions et mesures ; les propositions sont multiples : s'opposer à la construction de commissariats et au recrutement de nouveaux policiers, faire pression sur les centrales syndicales pour qu'elles désaffilient les syndicats de policiers, exclure des Gay Pride les associations de policiers LGBT, etc. Cela passe aussi par une réduction du champ d'intervention des policiers, par exemple en interdisant leur présence dans les établissements scolaires et universitaires ou en ôtant de leurs compétences la gestion des urgences psychiatriques ou de la toxicomanie⁵. Limiter les points de contact entre population et policiers, c'est réduire les risques de violence policière.

Mais il s'agit, en même temps, de construire des rapports sociaux alternatifs permettant aux populations de se passer de la police. Une stratégie graduelle qui va de pair avec l'établissement de « *communautés plus fortes* », notamment par la création des « *conditions qui vont faire que les personnes ne vont pas avoir besoin d'appeler la police parce que les usages qu'ils font ordinairement de la police pour leur sécurité vont pouvoir être remplis dans un cadre communautaire avec des liens sociaux extrêmement forts, des personnes qui prennent soin les uns des autres, veillent à la sécurité des uns des autres, etc.* »⁶. Les idées et projets ne manquent pas : bâtir des réseaux de solidarité et d'entraide, apprendre le nom de ses voisins, créer des associations de quartier, de voisins ou de parents d'élèves, des cercles de discussion, des « *cercles de paix* », des « *alternatives*

actives », des permanences téléphoniques pour les urgences psychiatriques ou les addictions, distribuer de la nourriture dans la rue, organiser des activités avec les jeunes, former les populations aux méthodes non violentes de résolution des conflits, accompagner les jeunes délinquants ou les anciens détenus pour éviter la récidive, etc. Bref, créer du lien social, promouvoir le « vivre-ensemble » où, depuis des décennies, le capitalisme a détruit tous les liens préexistants (quoi qu'on en pense par ailleurs) pour ne laisser que des masses d'individus urbains isolés ne survivant que grâce à leur smartphone, aux subsides des autorités publiques et à la consommation de drogues (alcool, cannabis, antidépresseurs et anxiolytiques, etc.).

Ce vaste programme sera, selon les militants, rendu possible par un très raisonnable rééquilibrage budgétaire, assurant une meilleure répartition de la plus-value sociale globale récoltée par les impôts : un transfert progressif du budget de la police vers celui du social (santé, éducation, transports, logement, etc.) qui, mécaniquement, devrait entraîner une baisse de la pauvreté (ou du moins sa meilleure acceptation) et donc, mécaniquement, une baisse de la délinquance. Le budget de la police de New York, par exemple, étant de 6 milliards de dollars (soit 5,3 milliards d'euros !), on imagine combien de projets associatifs pourraient être financés, combien de travailleurs sociaux pourraient être salariés ne serait-ce qu'avec la moitié de cette somme !

À noter que les groupes politiques les

plus radicaux associent le démantèlement de la police à d'autres revendications comme la libération massive des prisonniers, l'abrogation des mesures et lois pénalisant ou criminalisant diverses pratiques telles que la prostitution, l'usage et le trafic de drogue, la réquisition des logements vides pour loger les sans-abri, la gratuité des transports en commun ou encore la restitution de « *leurs terres* » aux communautés autochtones.

UN AUTRE CONTRÔLE SOCIAL EST POSSIBLE

La question spécifique de la sécurité est-elle ainsi résolue ? Elle l'est pour les abolitionnistes états-uniens, qui considèrent que c'est précisément la présence de la police qui génère de l'insécurité. L'un des arguments qui, paradoxalement, sont utilisés dans les débats est que, en créant du désordre, la police n'assure pas *suffisamment* la sécurité des habitants, qu'elle n'est pas *efficace*. D'ailleurs, tout le monde semble convenir que, après l'abolition de la police, il y aura toujours des conflits à résoudre, même si le travail des associations pour établir du « vivre-ensemble » en limitera la fréquence. Soit. Une universitaire qui promeut en France ces théories explique en effet que le travail policier n'est pas « *la seule manière d'assurer la sécurité des habitant.es.* » et que, effectivement, le mouvement abolitionniste permet de « *repenser radicalement les modes de contrôle social* »⁷. Il s'agirait, dans cette optique, d'investir dans des approches collectives de sécurité publique, y compris « *des programmes non carcéraux de prévention et d'intervention en*

matière de violence et une formation axée sur les compétences, sur l'intervention des spectateurs, le consentement et les limites, et les relations saines » (#8toabolition). Des idées qui, on l'a vu, ne seront applicables que progressivement, les habitants devant dans un premier temps apprendre à ne plus appeler la police pour des « *conflits mineurs* » tels que les conflits de voisinage (#8toabolition)... mais seulement pour les questions graves et sérieuses ! Cela nécessitera toutefois, on le comprend, un important travail de formation auprès des populations, notamment en matière de gestion collective des conflits et violences interpersonnels (nous y reviendrons). Travailleurs sociaux et associatifs ont du pain sur la planche. L'une des pierres d'achoppement potentiellement génératrices de tensions pourrait bien être cette propriété privée dont la protection est la première fonction de la police. En effet, comment, par exemple, sera géré le vol ? Est-ce que la vigilance citoyenne compliquera la tâche des prolétaires qui mettent du beurre (et du saumon bio) dans leurs épinards en remplissant leur sac lorsque l'épicier a le dos tourné ? Règles et pratiques de sécurité et de justice seront-elles d'ailleurs gérées par les habitants au niveau de chaque quartier, selon leurs spécificités propres (zones pavillonnaires, quartiers commerçants ou quartiers pauvres) ? Ou bien ces fonctions seront-elles harmonisées au niveau de la ville ou de l'État par des règles communes ?

Les abolitionnistes proposent, pour régler ces questions, la mise en place

d'une justice alternative se substituant à la justice pénale étatique : une justice sociale et des modes non carcéraux, voire non punitifs, de résolution des conflits, basés sur un idéal de participation, de réparation et d'émancipation des individus ayant pour but la réparation des « torts » causés à la « victime », tout comme, à terme, la réintégration de « l'auteur » dans la société. En ce domaine, si le problème d'une vitre brisée par le jet de pierre d'un gamin ne paraît pas, *a priori*, trop sensible ou complexe, il n'en va pas de même des violences sexuelles, qui font très rapidement irruption dans ce type de débat (et rien n'indique que leur disparition suivra automatiquement celle des policiers). On sait qu'en France le rapport à la justice (« patriarcale » et/ou « bourgeoise ») divise les féministes au moins depuis les années 1970⁸, époque où le MLF menait campagne pour que les violeurs soient jugés aux assises et non plus en correctionnelle. Faut-il dénoncer le fait que la police et la justice ne soient pas assez attentives et efficaces ? Donc pas assez répressives ? Regretter que tous les agresseurs ne soient pas incarcérés ? Qu'ils le soient trop⁹ ? Trouver d'autres solutions ? Faire de la pédagogie ? Encourager les femmes à s'auto-organiser et à pratiquer des sports de combat ? Tenter de se faire justice soi-même ? Miser sur la constitution de réseaux d'entraide ?

De multiples initiatives, pour la plupart féministes, coexistent aujourd'hui (en France) pour le soutien aux « victimes » telles que centres d'appel, groupes, associations, ateliers, collectifs informels,

etc. ; bien qu'essentielles, elles ne traitent, par définition, que des conséquences... un travail sans fin tant que persiste la cause, la domination masculine dans ce cas. Mais existe-t-il une solution satisfaisante dans cette société ? Certains abolitionnistes semblent le croire et entendent donc généraliser ce type de pratiques, l'étendre à tout les domaines et, éventuellement, les structurer dans le cadre d'un mode de justice alternatif... financé par les pouvoirs publics. Peut-être est-ce techniquement possible. Depuis 2014, la « justice restaurative », centrée sur la « victime » et visant à sa « *réparation émotionnelle et physique* », y compris éventuellement avec la participation de l'agresseur, est d'ailleurs expérimentée en France par le ministère de la Justice ; un dispositif similaire étant, quant à lui, testé pour gérer les violences en milieu

scolaire. On voit donc qu'alternatif n'est pas forcément synonyme de subversif.

Il existe, comme pour le nucléaire, des partisans d'un arrêt immédiat de l'activité policière ; ceux-ci refusent les négociations avec l'État et pratiquent l'action directe illégale et insurrectionnelle, mais ils sont extrêmement minoritaires. Le gros du mouvement abolitionniste (radicaux y compris) ne considère l'arrêt immédiat ni souhaitable ni techniquement réaliste, mais prône, comme certains écologistes devant le monstre nucléaire, un arrêt progressif afin de préparer les esprits et les populations – qui sait combien de décennies cela prendra ? Un programme présenté comme sérieux et réaliste, qui a toutefois l'inconvénient d'insinuer que la police, malgré ses défauts, aurait aujourd'hui une certaine utilité sociale...



Manifestants BLM et Boogaloo contre la police, Richmond, 4 juillet 2020.

Mais laquelle ? Quelle tâche la population ne serait-elle pas à même d'assumer ? Quelle tâche serait-elle assez importante pour qu'on accepte de maintenir *encore un peu* la police, une institution pourtant décriée pour être structurellement raciste et violente ? Mystère...

ÉTONNANTE AMÉRIQUE

L'ampleur que prend le mot d'ordre « *Defund the police* » a de quoi déconcerter un spectateur européen, mais sans doute moins un Américain.

Cette police qu'il s'agirait de démanteler est tout d'abord très différente de celle que nous connaissons en France, bien plus violente¹⁰ et raciste, dans une société qui l'est autant. À ses côtés, un système pénal particulièrement sévère génère le taux d'emprisonnement le plus élevé au monde : les 2,3 millions de personnes qui se trouvent derrière les barreaux états-unisens représentent le quart de la population carcérale mondiale¹¹. Si déjà, dans les années 1970, les programmes sociaux mis en place par Lyndon Johnson (afin d'arrêter les émeutes dans les quartiers noirs) ont été « définancés » pour accroître le budget de la police, celui-ci a explosé durant les trente dernières années. Les États-Unis dépensent aujourd'hui plus de 100 milliards de dollars (88 milliards d'euros) pour le maintien de l'ordre. Un certain nombre d'élus et de membres de la classe dirigeante trouvent sans doute que la facture est bien lourde et que cet argent pourrait être aujourd'hui utilisé plus judicieusement, bien que ces montants ne soient pas une menace pour

l'économie américaine, au contraire.

Cette idée d'abolition de la police n'est peut-être pas si étonnante non plus dans un pays où, de par son histoire, la notion de liberté individuelle a un caractère quasi sacré et où la tutelle de l'État (surtout fédéral) est limitée et souvent perçue avec méfiance par de larges pans de la société, comme s'il existait un léger décalage avec le marché initialement passé entre le citoyen et l'État, la sécurité contre l'obéissance. D'où l'importance culturelle de l'armement des citoyens qui y existe et dont on se gausse aisément en France – ah, ces stupides *rednecks* ! –, bien qu'historiquement ce droit inaliénable ait été inscrit à la Constitution pour prévenir l'instauration d'une dictature... Emmanuel Todd n'énonçait-il pas, un brin amusé, qu'« *aucun coup d'État n'est possible aux États-Unis, car les citoyens sont armés* ». Plus de 300 millions d'armes à feu circulent aujourd'hui aux États-Unis, et 43 % des Américains en possèdent une (en 2018). L'autodéfense n'est pas seulement une *culture* enracinée dans l'histoire du pays, mais aussi une *pratique* très répandue et qu'encadrent des législations parfois très souples (selon les États)¹² ; ces armes sont fréquemment utilisées contre des voleurs et des agresseurs – il en résulte par exemple, du fait de leur effet dissuasif, un faible taux de cambriolages (cela explique aussi que de nombreux hommes violents soient abattus par leur conjointe). Dès les premières émeutes de mai 2020, alors que la police semblait débordée, on a ainsi vu des voisins s'auto-organiser presque banalement afin de protéger

leur quartier, des commerçants se rassembler en milice, généralement en fonction de leur couleur de peau, Blancs, Latins, Asiatiques ou Noirs, afin de protéger leurs magasins respectifs contre les pillards – tout le monde étant évidemment équipé de fusils d'assaut ; est-ce là une forme embryonnaire de gestion collective de la sécurité ? Une autre étrange expression de ce rapport au *gun power*, plus surprenante encore, est sans doute le Boogaloo, que les Français ont découvert récemment : exotique mouvement à l'esthétique improbable défendant le droit de posséder une arme et prônant la résistance à l'État policier, et dont une partie des membres, pourtant qualifiés d'extrême droite, a rejoint les rangs des manifestants BLM... La moquerie cesse dès lors que l'on constate que, dans certains États, les militants d'extrême gauche ou anarchistes ont, eux aussi, *le droit* de parader dans les rues avec des armes de guerre ; de quoi en faire fantasmer plus d'un de ce côté-ci de l'Atlantique.

LE COMMUNITY ORGANIZING, UNE DIGRESSION ?

Nous avons vu que le projet d'abolition de la police ne peut, selon ses promoteurs, se mettre en place que de manière progressive. Un certain nombre d'universitaires et de militants (appartenant peu ou prou aux classes moyennes) considèrent en effet que la population (c'est-à-dire majoritairement le prolétariat) n'est pas prête à vivre dès aujourd'hui sans police, et

qu'un important travail de formation est nécessaire sur cette population afin de l'y préparer. Ils n'évoquent que rarement les détails, mais on comprend qu'il faudra faire appel à une foultitude d'associations dans lesquelles, évidemment, militants et universitaires seront partie prenante (comme animateurs, formateurs, intervenants...), afin d'aider les prolétaires à s'auto-organiser sur de bonnes bases (donc en étant également sensibilisés aux questions d'intolérance, de racisme, de sexisme, de LGBTQI+phobie, à l'écologie, etc.), le tout avec le concours et le soutien financier des pouvoirs publics. Cela revient, en définitive, à exiger de l'État qu'il mette en place des mesures afin que les citoyens, jusqu'alors soumis et résignés, deviennent des libertaires partisans de l'autogestion de la vie quotidienne. Il fallait y penser.

Il nous semble que cette création de nouvelles sociabilités dans les quartiers, si elle doit s'engager, n'est pas sans évoquer (ou ne se fera pas sans) le travail du *community organizing* (CO), qui est encore assez peu connu en France et que l'on pourrait traduire par « organisation citoyenne » ou « civique »¹³. Les prémices du CO remontent aux années 1930 avec les travaux et théorisations du sociologue Saul Alinsky (1909-1972), mais il se développe considérablement depuis une vingtaine d'années aux États-Unis, profitant de la désaffection des partis et des syndicats¹⁴. Le CO est avant tout un *modèle* de militantisme auquel se réfèrent certaines associations ; dans l'esprit, il vise les populations

généralement délaissées par les organisations de gauche traditionnelles, les minorités ; il s'agit notamment de favoriser l'auto-organisation des habitants des quartiers populaires et la constitution de contre-pouvoirs locaux afin d'améliorer la vie quotidienne. Rien, ici, que de très banal pour qui connaît les associations caritatives ou citoyennes françaises... Rien sinon quelques différences de taille.

La première est la dimension très avant-gardiste du CO, qui a recours à des militants professionnels salariés, les *organizers* (Barack Obama a été l'un d'entre eux à Chicago, dans les années 1980). Ces derniers usent de techniques militantes éprouvées fortement rationalisées (dont le porte-à-porte et l'entretien individuel) qui, depuis 2008, font l'objet de cursus *ad hoc* dans certaines universités américaines. Le fonctionnement interne du CO, proche de celui d'une entreprise traditionnelle, est réputé pour relever d'une forme de « managérialisation » du travail militant. Quotidiennement, les *organizers* sont sur le terrain et y effectuent un dur travail de « mobilisation » en direction des habitants du quartier sélectionné par l'association. Mais, si l'objectif affiché est d'aider les habitants à prendre leurs affaires en main, l'un des principes du CO est au contraire de repérer parmi eux les éléments susceptibles de devenir des leaders sources d'influence, de les recruter prioritairement, puis de les former à cet effet.

La deuxième particularité est celle du financement. Au début des années 1980,

le démantèlement de l'État social aux États-Unis entraîne une privatisation de certains secteurs qui bénéficie à une multitude d'associations (*care*, aide alimentaire, soutien scolaire, etc.) ; le CO commence à prendre de l'ampleur en marge de ce système. Dans le même temps, du fait de la baisse de la fiscalité, on assiste à la montée en puissance des fondations philanthropiques privées, qui sont autant d'outils de *soft power* pour les grandes firmes et les milliardaires ; en finançant les associations du CO, elles leur offrent une indépendance vis-à-vis des autorités publiques, qui peuvent dès lors être critiquées à moindre risque – les associations tentent généralement d'obtenir les financements de plusieurs fondations afin de tendre vers une indépendance « tout court »¹⁵. Face aux fréquentes critiques, certains dirigeants du CO assument pleinement et n'hésitent pas à proclamer que « *the revolution will be funded* » (« la révolution sera financée »).

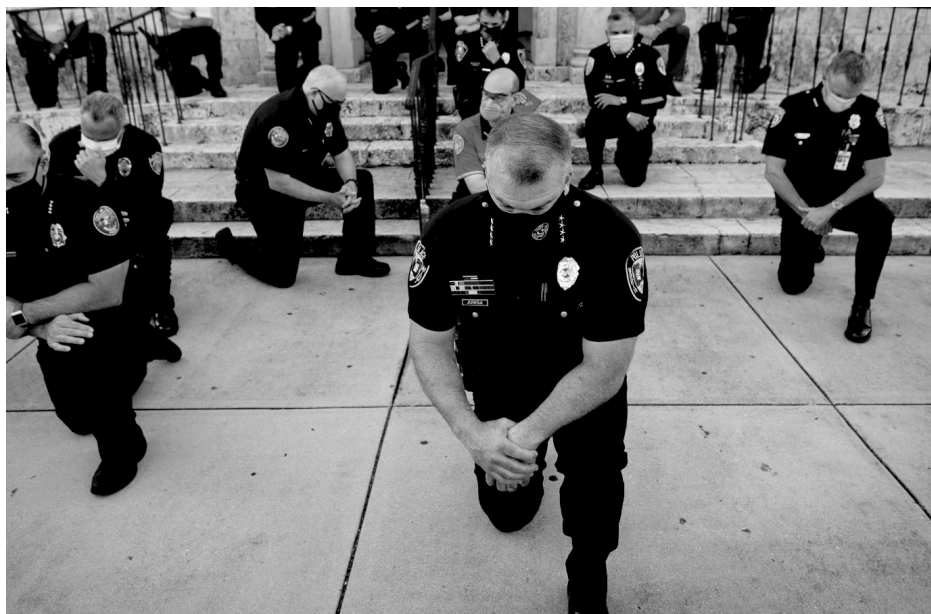
Une troisième différence avec le monde associatif français est que le CO est efficace. Tout d'abord parce que ses militants travaillent à temps plein sur les quartiers et sont licenciés s'ils ne remplissent pas leurs objectifs. Ensuite parce que, à partir du vécu et des problèmes quotidiens des habitants sélectionnés, les militants trient parmi les « colères » locales celles qui sont susceptibles de déboucher sur une campagne avantageuse et, possiblement, sur une victoire. Entre lobbying et syndicalisme de quartier, le CO use pour arriver à ses fins de manifestations

classiques, de l'action directe non violente, de la démocratie directe ou du référendum d'initiative populaire ; les différentes associations (locataires de tel quartier ou usagers de tel transport public), déjà fréquemment regroupées en fédération, peuvent se coaliser au niveau d'un État pour peser davantage et proposer des référendums – parfois en s'alliant avec des syndicats ou des églises – afin de progresser sur des revendications précises. Il s'agit le plus souvent de pousser les pouvoirs publics à financer ou à améliorer des programmes de santé, d'éducation, de logement, etc., et le CO est réputé pour son pragmatisme : ce sont les petites victoires locales, partielles, qui sont visées, et ça marche... dans la limite du raisonnable, puisque ce modèle relève davantage de la pacification sociale que de la promotion

du conflit (bailleurs de fonds obligent)¹⁶. Si les modalités techniques du CO peuvent s'appliquer à des domaines très variés, comme l'écologie, l'ambition est en définitive la participation citoyenne à la vie démocratique. Nous verrons plus loin que, depuis quelques années, certains tentent d'importer ce type de militantisme en France ; ces promoteurs insistent beaucoup, on le comprend sur cette troisième différence, plus rarement sur les deux premières¹⁷.

TROUVER L'INSPIRATION

Ce n'est pas dans l'histoire du mouvement ouvrier ni dans les épisodes révolutionnaires du XX^e siècle que les militants et universitaires abolitionnistes américains vont puiser références et expériences pour un monde sans police, ils n'y trouveraient d'ailleurs pas



Policiers contrits, Floride, juin 2020.

toujours de très ragoutants exemples¹⁸. Engels n'écrivait-il pas à propos de ce qu'il appelait le lumpenprolétariat : « *Lorsque les ouvriers français portèrent sur les maisons, pendant les révolutions [de 1848], l'inscription : "Mort aux voleurs !", et qu'ils en fusillèrent même certains, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette engeance*¹⁹. »

Ils les trouvent avant tout chez les peuples autochtones, dans leur histoire et leurs traditions, mais aussi dans ce qu'il semble aujourd'hui subsister d'organisation de type communautaire précapitaliste dans quelques territoires : c'est en particulier le cas de plusieurs États mexicains comme le Chiapas ou le Guerrero, où fonctionnent milices d'autodéfense, polices et justices communautaires²⁰. Des zones idéales pour succomber aux sirènes de l'exotisation et de l'idéalisation. Les plus autoritaires et avant-gardistes s'extasiant, quant à eux, sur le Rojava et sa fameuse école de police chargée de former l'ensemble des habitants pour que, dans le futur, un corps spécialisé ne soit plus nécessaire... bien qu'en même temps certaines unités soient formées par les Swat américains pour la lutte « antiterroriste » et que d'autres fassent la chasse aux adolescents qui fuient le service militaire obligatoire.

On peut découvrir la lune et la décliner en concept, comme ici avec l'une des plus anciennes expériences humaines : en cas de grave danger, de menace extérieure au groupe, les humains sans défense s'organisent collectivement et,

parfois même, prennent les armes. Et si l'État est durablement absent, ils sont obligés de mettre en place une forme de justice pour régler leurs conflits : « que faire de cet homme qui a tenté de voler notre vache ? »... En Syrie, pendant la guerre, la police et la justice sont les deux premières institutions à être instaurées par les habitants des villes « rebelles », où l'autorité de Damas a disparu.

Aujourd'hui, c'est en effet le plus souvent pour compenser les défaillances de l'État que les habitants d'un quartier, d'une ville ou d'une région s'auto-organisent, parce qu'ils n'ont pas le choix. Mais il faut reconnaître que les expériences les plus remarquables s'ébauchent généralement dans des zones situées *aux marges* du mode de production capitaliste (bien qu'en y étant toujours reliées) et, pour diverses raisons, délaissées par le pouvoir étatique. Or, de nos jours, c'est *au cœur* des zones d'accumulation capitaliste que vit la plus grande partie de la population, absorbée dans des rapports sociaux capitalistes qui ne peuvent être modifiés par la simple bonne volonté. Ces expériences peuvent donner des pistes pour imaginer d'autres formes d'organisation (ici de justice), elles ne permettent évidemment pas d'établir un mode d'emploi exploitable aujourd'hui ou demain. Il n'est d'ailleurs pas dit que la manière dont on s'auto-organise aujourd'hui pour survivre dans ce monde préfigure les modes de fonctionnement d'une société future débarrassée du capitalisme.

Dans les mouvements sociaux, la question de la sécurité ou de l'autodéfense s'est toujours posée et a fréquemment été résolue par l'instauration de services d'ordre ; si l'on n'ose plus guère utiliser cette expression aujourd'hui dans les manifestations ou les ZAD, la réalité d'un groupe de spécialistes assurant la protection (des manifestants et/ou des vitrines) est souvent présente. La constitution d'un tel groupe peut être décidée collectivement en AG ou bien être *naturellement* prise en charge par le groupe politique le plus puissant, comme cela a par exemple été le cas sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Si le fantasme de l'« autodéfense populaire » qui doit servir de modèle peut, en France, abuser les philosophes, qu'en est-il aux États-Unis, où l'on a *le droit* de brandir un flingue dans la rue ? On a vu par exemple, en juin 2020, les occupants de la zone autonome de Seattle (Capitol Hill Autonomous Zone) passer un accord avec la municipalité pour que la police n'intervienne pas dans le secteur ; la sécurité des lieux étant dès lors confiée à un groupe de volontaires mettant l'accent sur les tactiques de désescalade et la prévention, alors que des groupes antifascistes armés de fusils d'assaut assuraient la protection contre d'éventuelles agressions extérieures (mais *quid* des magasins du quartier ?). Les occupants se sont-ils inspirés de l'organisation de la place Tahrir à Bagdad en 2019, qui elle-même semblait vouloir copier Occupy 2011 ?

Si les expériences d'auto-organisation et d'autodéfense populaire ne

manquent pas à travers la planète, toutes ne sont pourtant pas bonnes à brandir dans une démonstration abolitionniste. La forme ne garantit en effet pas toujours un contenu exempt d'exactions, d'autoritarisme, de sexisme ou de racisme qu'il devient difficile de qualifier de « structurels ». La France a, par exemple, connu récemment de très puissants mouvements sociaux, des grèves générales, où des prolétaires ont su mettre en œuvre avec vigueur auto-organisation et autodéfense populaire... mais à l'encontre de petits délinquants et de migrants. C'était, pour rappel, en 2017 en Guyane – qui a oublié le très viril groupe des 500 Frères²¹ ? – et en 2018 à Mayotte.

Les questions de la sécurité et de la justice – ou quelque nom qu'on leur donne – ont toujours été particulièrement complexes à appréhender durant les grands épisodes révolutionnaires du passé, elles le seront encore dans le futur si une révolution mondiale advient. Ce ne sera pas aisé pour les humains qui y seront confrontés, cela demandera beaucoup d'imagination et d'efforts, mais un monde débarrassé d'État, d'argent, de salariat, de propriété, de valeur, de classes, du genre, etc. (société que l'on pourrait désigner sous le nom de communisme) offrira, pour régler des conflits, un cadre nettement plus favorable que celui que nous connaissons actuellement²². Chercher d'ores et déjà à s'y préparer est sans doute assez illusoire. Le choc sera dans tous les cas brutal, et les dispositifs de contrôle social alternatifs, donc para-étatiques,

seront tout comme les autres mis à bas par l'insurrection prolétarienne qui les considérera, à juste titre, comme des obstacles.

IMPORTATION EN FRANCE ?

Depuis les émeutes de 2005, les fondations philanthropiques américaines ont commencé pour diverses raisons à s'intéresser aux associations des banlieues françaises et à en financer quelques-unes, pendant que d'autres, localement, cherchaient à adapter les techniques militantes du *community organizing* (CO). De nombreux jeunes militants sont ainsi invités aux États-Unis pour y découvrir le CO et y suivre des formations, pendant que publications scientifiques et colloques s'interrogent en France sur la possibilité d'une greffe, qui constituerait un marché fructueux²³. Mais, pour l'instant, c'est l'argent qui manque le plus, car les fondations françaises ne sont pas aussi riches et généreuses que leurs homologues états-uniennes. Dans l'Hexagone, les associations restent donc soumises aux subventions des collectivités, sont fréquemment intégrées dans des mécanismes de clientélisme local²⁴, mais ont un rôle primordial à jouer : depuis les émeutes de 2005, travailleurs sociaux et associations de « grands frères » ont ainsi grandement contribué au maintien de la paix sociale dans certains des quartiers dits populaires (c'est-à-dire des quartiers où vivent de nombreux prolétaires issus d'une immigration extra-européenne), où ils sont un complément, ou un substitut, particulièrement efficace aux

polices de proximité, voire aux CRS²⁵.

Les manifestations BLM de 2020 sont l'occasion pour certains, sous le couvert de l'innovation, de tenter d'importer de nouveaux modèles, slogans et concepts états-uniens en France, ici « *Defund the police* », dont les militants ont sans cesse le mot *community* à la bouche. Aux États-Unis, le mot a d'abord un sens géographique – qui recoupe fréquemment, mais pas systématiquement, une dimension « raciale » et renvoie aussi aux paroisses qui structurent historiquement la vie locale –, mais les promoteurs français le traduisent parfois paresseusement par « communautés » ou « communautaire ». Or parler d'« organisation communautaire », de « justice communautaire » ou de nécessité de « renforcer les communautés » n'a, en France, plus tout à fait le même sens²⁶... Cela renvoie à d'autres idées et rackets politiques. De quelles communautés rêvent donc ces sociologues et philosophes ? De quel type d'organisation ? Par ville ou par quartier ? Par groupe « racial », ethnique ou religieux ? En France, l'importation du programme « *Defund the police* » – en décalage avec les réalités locales du pays – relèverait encore plus qu'aux États-Unis d'un prétexte militant à une mobilisation en lien avec les questions de « races » ou de « communautés », c'est-à-dire, en définitive et au-delà de la théorie, tendant vers une approche ethno-différentialiste de la société.

Il est vrai qu'à l'heure du « Tous pourris ! », du dégagisme et des risques d'explosion sociale, tout est bon pour rattraper les

habitants des quartiers populaires, c'est-à-dire tenter de les « politiser » et de les convertir au jeu démocratique. La prise en main des quartiers, voire des communes, par ses habitants à travers de multiples associations et collectifs, telle que rêvée par ses militants, n'est pas sans évoquer le temps idyllique des villes et banlieues rouges de l'ère du PCF triomphant (années 1950 et 1960), qui, il est vrai, avait aussi de bons côtés. La route vers une telle « conscientisation des masses » risque toutefois d'être longue et semée d'embûches.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Abolir la police ; qui croit sérieusement à la concrétisation de cette revendication²⁷ ? À la possibilité d'abolir par petits bouts ce monde ? Pourquoi, dans ce cas, ne pas plutôt commencer par abolir la propriété, le salariat ou même l'État ?

Ce slogan peut certes être vu comme un support pour une mobilisation politique : les militants les plus radicaux l'articulent avec une lutte contre l'État et le capitalisme, dont l'abolition serait forcément liée à celle de la police ; d'autres y voient une première étape pour une amélioration de la société, c'est-à-dire pour une amélioration du capitalisme. Le problème est que la critique radicale s'est à ce point appauvrie au fil des années qu'elle ne remet même plus en question (ne serait-ce que théoriquement) les bases du mode de production capitaliste, qui, au contraire, se trouvent naturalisées (propriété, argent, entreprise, salariat, valeur²⁸). Or, tant que la propriété

privée existera, il sera nécessaire, d'une manière ou d'une autre, de la protéger. C'est actuellement la fonction première de la police, et choisir d'abolir cette institution *dans cette société*, cela signifie trouver d'autres formes de contrôle qui, si elles s'avèrent plus sympathiques, doivent être au moins aussi efficaces. De gentils animateurs pourraient par exemple circuler dans les rues pour rappeler les règles du vivre-ensemble aux passants qui sembleraient les avoir oubliées, peut-être même sans uniformes, certes²⁹... Rien n'empêche de rêver à une utopie capitaliste, nous y sommes même encouragés ; mais il ne faut pas se leurrer. Si elle doit avoir lieu dans la société présente, l'abolition de la police ne se bornera pas à la multiplication des travailleurs sociaux, elle aura d'autres aspects et permettra d'autres évolutions : expansion massive des sociétés de sécurité privées (dotées de pouvoirs additionnels) ; *gated communities* ou *gated districts* ; recours accru aux nouvelles technologies sécuritaires (géolocalisation, reconnaissance faciale, puçage, drones, etc.) ; contrôle social renforcé auquel participerait une part importante de la population avec l'aide de ses smartphones ou de prothèses connectées (les applications contre les agressions se démocratisent d'ores et déjà) ; système de crédit social ; conservation de forces d'intervention spéciales de type Swat (pour les cas « graves » n'ayant pu être traités autrement), etc.

En attendant, sous le couvert de la radicalité, on est passé aux États-Unis du classique « *No justice, no peace, fight the*

police », à « *No justice, no peace, abolish the police* », puis à « *Defund the police* ».

Les slogans, aussi réducteurs et simplistes soient-ils par définition, reflètent la manière dont on appréhende la réalité ; reflètent ici, en l'occurrence, deux points de vue sur la manière de faire reculer la police.

Il y a tout d'abord la rue, le quotidien et la lutte des classes ; en découle, indépendamment d'une quelconque réflexion politique, un rapport à l'institution policière qui varie selon les personnes, de l'indifférence à la méfiance ou au rejet viscéral. Dans cette réalité, dès lors que l'on participe à une lutte qui menace l'ordre établi, on trouve face à soi les flics. « *L'État révèle tout d'un coup sa face répressive. Celle qui est plus ou moins diluée dans la vie quotidienne ; diluée aussi selon le quartier que l'on habite et le métier que l'on exerce. [...] Le manifestant, de son côté, comprend que l'État lui est apparu comme à Bernadette la Sainte Vierge. C'est aussi pour lui une révélation. Dans certains cas extrêmes, il y a quelqu'un qui a le droit de décider pour lui sur quel trottoir il doit marcher et qui, s'il choisit le mauvais, a le droit de l'empêcher à coups de lattes. Donc, cette chose qui m'empêche de traverser la rue, c'est l'État. Mais alors, si je la traverse, si je fais reculer la chose, c'est l'État qui recule*³⁰... » Sans doute est-ce ce que l'on peut appeler un « abolitionnisme révolutionnaire » ou, du moins, « insurrectionnel ». C'est une activité prolétarienne très ancienne qui libère certains espaces de l'emprise des policiers (qui ne sont pas des cibles, mais seulement des obstacles), espaces dans lesquels on peut tenter quelques

expériences, esquisser de nouveaux rapports sociaux, tant que se poursuit la lutte.

Puis il y a un autre abolitionnisme, celui qui est tant vanté aujourd'hui outre-Atlantique, celui qui consiste à mener un combat politique afin que l'État accepte de remplacer sa police par un autre système de contrôle basé sur l'autogestion des populations. Il est tout de même assez surprenant, mais significatif, que parmi les textes variés que nous avons lus il soit toujours question de s'inscrire *dans ce monde* et d'obtenir que les institutions octroient plus de places aux « exclus » (Noirs, femmes, LGBTQI+...), d'avantage de budget, lancent des programmes, etc. Que des personnes voient leur vie quotidienne améliorée est une très bonne chose. Mais on pourrait tout de même se demander s'il est vraiment opportun de qualifier de « radical », « subversif » ou « révolutionnaire » un mot d'ordre dès lors qu'il est adopté par un très large spectre du jeu politique américain (jusqu'à une partie des républicains) et soutenu par les médias, les principaux intellectuels et artistes, les syndicats, les plus grandes entreprises américaines, les fondations philanthropiques (les milliardaires du pays)... Il n'est donc pas étonnant qu'une frange croissante de la gauche américaine commence à se poser des questions sur ce type de stratégie³¹.

Alors que tout le monde craignait ou espérait une explosion sociale à la suite de la crise sanitaire, qui a mis en évidence la centralité du travail des prolétaires et de l'exploitation, et alors qu'une flambée de violence émeutière embrasait les

États-Unis, la contestation s'est trouvée canalisée dans des revendications acceptables par une large partie de la population et des médias, et utiles dans le combat électoral contre Donald Trump³². Rien que de très classique. Le devenir du slogan « *Defund the police* », depuis les radicalités marginales jusqu'à l'institutionnalisation, montre une fois de plus la capacité d'intégration du mode de production capitaliste, car parfois « *il faut que tout change pour que rien ne change* » (Giuseppe Tomasi di Lampedusa) ; tout, y compris si nécessaire le contrôle social. On en reste pantois.

Certains observateurs états-uniens n'hésitent donc pas à décrire un processus plus vaste, comme une « *campagne contre-insurrectionnelle* » au premier rang de laquelle se trouveraient « *la classe moyenne noire, des politiciens noirs, des universitaires radicaux noirs et des ONG noires* », c'est-à-dire ceux qui ont le plus à gagner au démantèlement des plafonds de verre spécifiques à chaque secteur d'activité et à une intégration poussée dans la gestion du capitalisme américain, ceux qui ont intérêt à calmer les convulsions sociales. On comprend d'ores et déjà que, dans les mois à venir, « *les victoires remportées lors de la révolte prendront la forme de nouveaux postes de "diversité" sans valeur, de conférences et d'articles universitaires inutiles et de pitoyables augmentations de salaire*³³ » ; les nombreuses initiatives de discrimination positive ou de diversité à l'embauche, annoncées à la suite des manifestations, bénéficieront en effet très logiquement aux classes moyennes et supérieures noires, pas aux prolétaires noirs³⁴.

Il se dégage progressivement, on le devine aux États-Unis comme en France, un espace politique pour un nouveau réformisme, donc pour une (énième) nouvelle gauche qui ne portera sans doute pas ce nom, qui ne s'appuiera pas sur les vieux partis mais sur la société civile, à travers une addition d'associations et de collectifs représentant diverses catégories « opprimées » ou indignées de la population, en une intersectionnalité qui achèvera de marginaliser les questions liées à l'exploitation au sein du mode de production capitaliste (salaires, retraites, chômage, conditions de travail, productivité, etc.). Car si un nouveau *welfare state* doit advenir, il sera – budget oblige – fort modeste et donc bien plus « sociétal » que social, et il profitera en premier lieu aux classes moyennes et professions intellectuelles. On comprend que sociologues, philosophes et doctorants, potentiels futurs cadres de ce nouveau réformisme, aient *tout intérêt* à importer de nouveaux slogans et concepts états-uniens qui, sans coup férir, trouveront un écho dans les médias et les institutions para-étatiques. De quoi (peut-être) engranger quelques victoires électorales, mais rien qui *au fond* puisse intéresser la masse des prolétaires, encore moins les satisfaire. La question est en fait de savoir si cela sera suffisant pour les endormir.

**Tristan Leoni,
septembre 2020.**

NOTES :

1. Shemon et Arturo, « Theses on the George Floyd Rebellion », illwilleditions.com, 24 juin 2020.

2. Si le slogan « Black Lives Matter » (BLM) désigne le mouvement qui a débuté aux États-Unis en 2014 (sous la présidence de Barack Obama) contre le racisme et les violences policières, c'est aussi le nom d'une organisation politique spécifique.

3. Voir par exemple le Wall of Moms à Portland. Cette évolution assez classique fait, par exemple, écho à celle du mouvement de protestation irakien -passant des émeutes et destructions spontanées à un festival militant et des affrontements codifiés autour de la place Tahrir. Voir notre article : « Irak, de l'émeute à l'impossible réforme. 2018-2019 », 2019.

4. Bien qu'il existe des services relevant des niveaux fédéral, d'État ou de comté, la plupart des policiers américains sont des fonctionnaires municipaux.

5. Aux États-Unis, via le numéro d'appel d'urgence 911, c'est généralement la police qui gère les urgences psychiatriques. À noter que les structures de soins psychiatriques subissent depuis 2009 d'importantes coupes budgétaires.

6. Gwenola Ricordeau dans l'émission « Un futur sans police. Vers l'abolition des forces de l'ordre social », sur sortirducapitalisme.fr

7. Gwenola Ricordeau, « Peut-on abolir

la police ? La question fait débat aux États-Unis », theconversation.com, 14 juin 2020.

8. Si nous disons que les féministes sont divisées sur cette question, c'est parce qu'elles sont quasiment les seules à se pencher dessus.

9. Environ 10 % des condamnés présents dans les prisons françaises le sont pour des agressions sexuelles.

10. Les policiers américains tuent proportionnellement cinquante fois plus que leurs homologues français.

11. Malgré un très fort racisme, 65 % des prisonniers *ne sont pas* afro-américains (et la quasi-totalité d'entre eux n'ont pas de diplôme universitaire). « *Le taux d'incarcération des Blancs reste supérieur à ceux de la plupart des pays du monde* », voir Keeanga-Yamahtta Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noire américaine*, Marseille, Agone, 2017, p. 356.

12. Sur la question de l'autodéfense aux États-Unis, on lira avec intérêt Maurice Cusson, « Paradoxes américains : auto-défense et homicides », *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 1999, vol. 52, n° 3, pp. 131-150.

13. Ce qui est plus pertinent que de le traduire par « organisation communautaire » ; le mot *community* est très fréquemment utilisé par les Américains dans des occurrences très différentes, et les faux amis rencontrés par le traducteur sont nombreux. Beaucoup d'auteurs préfèrent donc

conserver la version originale de *community organizing*.

14. En France, et notamment depuis les années 1970, les textes de Saul Alinsky ont parfois été utilisés dans la formation des travailleurs sociaux.

15. La « philanthropie » est historiquement un mode de financement du *welfare* dans ce pays perpétuellement tiraillé entre opposants et partisans de l'intervention de l'État et où le modèle des œuvres religieuses n'a jamais vraiment pris.

16. C'est du fait de ce fonctionnement spécifique aux États-Unis que certains ont pu avancer l'idée que Wall Street finançait les émeutiers de 2020. Les associations liées à BLM bénéficient depuis longtemps du soutien de diverses fondations, en particulier de la fondation Ford – celle de Soros n'en est qu'une parmi beaucoup d'autres –, mais cela n'a rien d'extraordinaire. Dans les années 1960, les fondations ont subventionné le mouvement des droits civiques en privilégiant les organisations qui prônaient, par exemple, l'inscription sur les listes électorales plutôt que l'agitation contestataire. Les associations les plus dotées ont évidemment tendance à éclipser l'action des nombreux petits collectifs composés de bénévoles et ne bénéficiant d'aucun financement. Voir Keeanga-Yamahtta Taylor, *op. cit.*, pp. 301-307.

17. La France insoumise, par exemple, s'est intéressée au modèle du CO. Sur le sujet, on pourra consulter l'ouvrage

du sociologue-militant Julien Talpin, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Raisons d'agir, 2016 (on peut trouver une présentation de ce livre sur youtube). On lira aussi avec intérêt les articles de Jérémy Louis « L'ambition démocratique du community organizing. L'exemple de l'Alliance citoyenne de l'agglomération grenobloise » (*Mouvements*, n° 83, automne 2015), de Clément Petitjean « Politiser les colères du quotidien » (*Le Monde diplomatique*, mars 2018, pp. 1, 19). Le CO est évoqué dans plusieurs articles sur zones-subversives.com

18. Que l'on pense à la description que font Rudolf Rocker ou Victor Serge du pouvoir bolchevique qui, à la fin de 1917, met à contribution des unités composées d'anarchistes (jugés plus sûrs, moins corruptibles et donc plus efficaces) pour réprimer dans les rues de Petrograd les groupes de pillards et d'ivrognes.

19. Friedrich Engels, préface de 1874 à *La Guerre des paysans en Allemagne*.

20. Nous avons brièvement évoqué les polices communautaires du Mexique, en 2017 dans l'article « Police DIY », disponible sur ddt21.noblogs.org

21. Voir « Révolte en Guyane : La possibilité d'une île? », *Spasme*, n° 13, été 2017, pp. 28-40.

22. Sur ces questions, voir par exemple le chapitre « Jailbreak » dans « An A to Z of communisation » in Bruno Astarian

et Gilles Dauvé, *Everything Must Go ! Abolish Value*, Berkeley, Little Black Cart Books, 2015.

23. Le sociologue Julien Talpin a participé en 2017 à la création d'un Institut Alinsky qui vend des formations en *communizing organizing*.

24. Quiconque connaît un peu le monde associatif sait que le caractère non lucratif d'une structure n'empêche pas de faire circuler beaucoup d'argent et de remplir bien des poches. Pour des exemples quelque peu extrêmes, on se reportera aux livres que Philippe Pujol a consacré à Marseille. Sur les associations en général, et en particulier sur l'exploitation des salariés de ce secteur, voir Lily Zalzett, Stella Fihn, *Te plains pas, c'est pas l'usine. L'exploitation en milieu associatif*, Niet ! éditions, 2020, 112 p.

25. On lira avec intérêt cet article du Bondy blog à propos des « émeutes » ayant eu lieu en banlieue parisienne durant le confinement : Ilyes Ramdani, « À Villeneuve-la-Garenne, retour sur une colère raisonnée », bondyblog.fr, 25 avril 2020.

26. On a vu ce qu'il en a été avec l'importation du vocable *race* : initialement élaboré par des universitaires comme un concept théorique particulièrement sophistiqué, « *race* en tant que construction sociale, etc. », le mot s'est démocratisé à une telle vitesse qu'il est désormais utilisé par le quidam manifestant français... mais malheureusement dans

son acception la plus rustique. Voir ce que nous écrivions à ce sujet en 2018 dans « *Race et Nouvelle droite* », article disponible sur ddt21.noblogs.org.

27. Certains rétorquent qu'il y eut des époques où l'abolition du système féodal ou de l'esclavage paraissait impossible mais qu'ils ont finalement disparu. C'est bien parce qu'ils étaient remplaçables, et on a vu par quoi ils l'ont été.

28. Il est vrai que, par exemple, le Black Panther Party des années 1970 est perçu comme le summum de la radicalité (les photos de ses militants brandissant des flingues – légalement – y sont pour beaucoup) alors qu'il prônait un socialisme/capitalisme d'État inspiré de la Chine maoïste.

29. D'aucuns pourraient même le regretter, tel Albert Dupontel qui, dans son film *Bernie*, en 1996 faisait remarquer à l'un de ses personnages : « *C'est la société qui est bien fichue : ils mettent des uniformes aux connards pour qu'on puisse les reconnaître.* »

30. Chris Marker, *Le fond de l'air est rouge*, première partie : « Les mains fragiles », 1977.

31. Claire Levenson, « Aux États-Unis, des voix de gauche critiquent Black Lives Matter », slate.fr, 6 août 2020. Aux États-Unis, certains commencent à parler de *blackwashing* (en référence au *greenwashing* et *pinkwashing*), lequel permet aux entreprises, par un soutien (médiatique et financier) au mouvement BLM, de se doter d'une bonne image et,

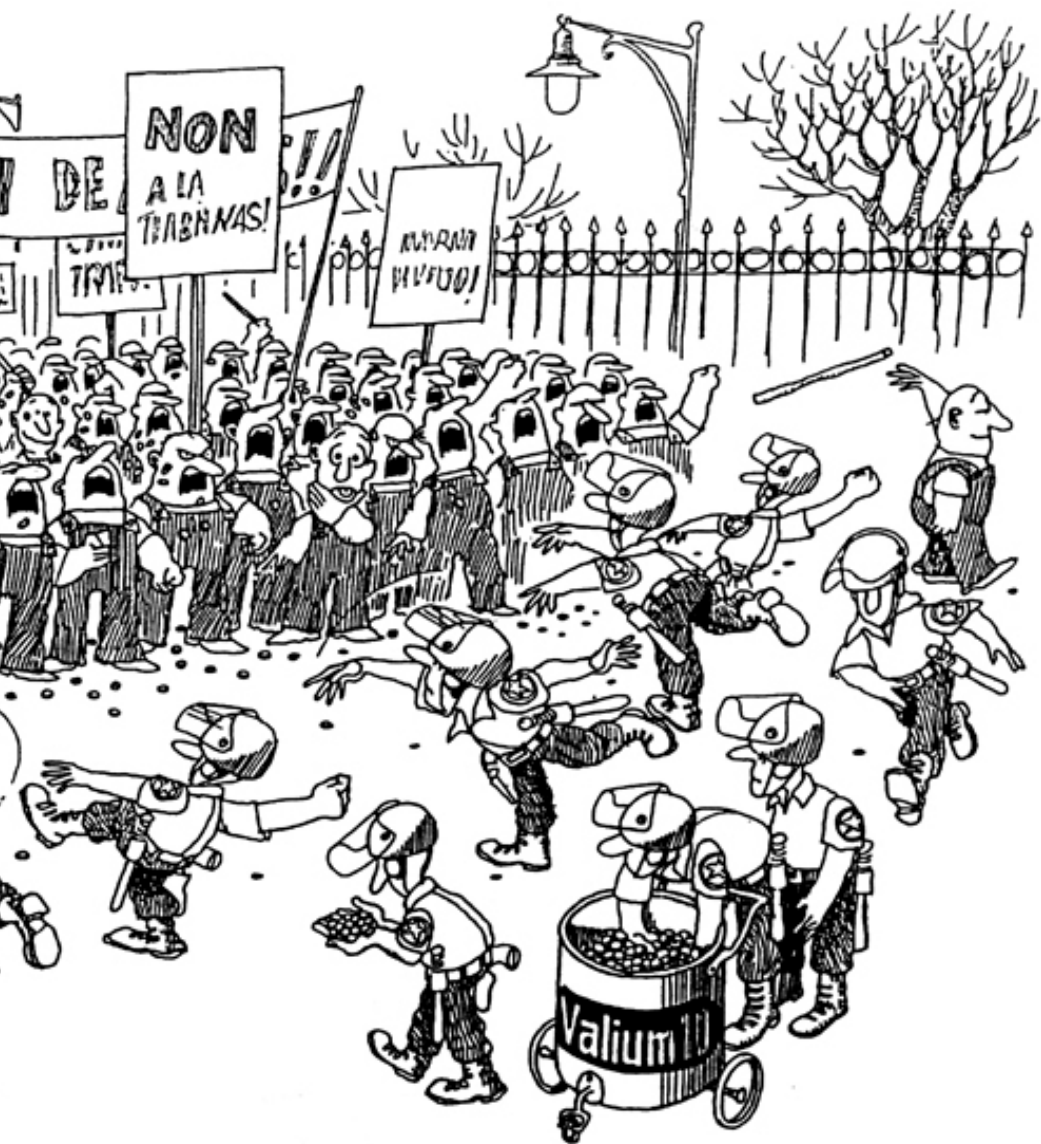
ainsi, de s'autoriser une exploitation plus intense de ses salariés (quelle que soit par ailleurs leur couleur de peau).

32. À une moindre échelle, l'affaire Adama Traoré a provoqué en France un phénomène similaire avec quelques surprenantes mobilisations, notamment via les réseaux sociaux, et des mots d'ordre assez consensuels (contre le racisme et les violences policières) ; mais elles n'ont été qu'éphémères et ont laissé place aux militants de gauche avant d'être arrêtées par les vacances. Nous n'en avons sans doute pas fini avec ce mouvement, d'autant que se fait désormais jour l'occasion d'une candidature providentielle de Christiane Taubira en 2022. L'instrumentalisation de l'antiracisme à des fins électorales n'est pas une nouveauté pour la gauche française, qui en a fortement usé dans les années 1980 pour se maintenir au pouvoir (on pense entre autres à la création de SOS Racisme). Voir Pierre Rimbert, « Le "truc" politique », *Le Monde diplomatique*, juillet 2020.

33. Shemon, « The Rise of Black Counter-Insurgency », illwilleditions.com, 30 juillet 2020.

34. Il est impossible de parler d'une communauté afro-américaine aux États-Unis tant les inégalités et les différences sont importantes et croissantes entre « l'élite noire » et les plus pauvres, tant l'une s'est construite au détriment des autres... mais on peut en dire autant d'une prétendue communauté blanche. Voir Keeanga-Yamahtta Taylor, *op. cit.*, pp. 133-144, 353-355.







La mort de George Floyd, le 25 mai 2020 à **Minneapolis**, déclenche une flambée de violence à travers les États-Unis qui, dans un premier temps, se traduit par des **attaques contre les forces de l'ordre et leurs locaux, des incendies, des émeutes nocturnes et des pillages de magasins**. [...]

Après quelques jours, **un second type de mobilisation se fait jour et tend à remplacer la première**, celle de manifestants surtout issus des classes moyennes noire et blanche avec parmi eux, et les encadrants, de très nombreux militants d'organisations et d'associations citoyennes, de gauche et d'extrême gauche, en particulier celles se revendiquant peu ou prou du mouvement **Black Lives Matter** ; les modes d'action changent [...]

L'ennemi est clairement désigné :
le racisme ;
et son principal vecteur identifié :
la police.